

CTL du Var du 5 juillet 2017 Liminaire intersyndicale

Monsieur le Président,

Comme à l'accoutumée, au nom de l'exemplarité, la DGFIP a supporté (et cela risque de se reproduire ...) plus de la moitié des suppressions d'emplois, alors qu'elle ne représente plus que 5,40 % des effectifs de la Fonction Publique d'État.

Comme toujours, les conditions de travail des agents des Finances Publiques s'en trouvent davantage dégradées pendant que les missions sont abandonnées en catimini, voire privatisées !

Pour faire face, la DGFIP est entrée dans une spirale infernale de fermetures de postes et de services, au mépris des besoins réels des contribuables et usagers.

Elle veut accréditer l'idée que le regroupement de services améliorera les conditions de travail, mais c'est un leurre. Au contraire, il sera encore plus facile de continuer à supprimer des emplois.

Les budgets de fonctionnement diminuent d'année en année et la DGFIP n'a plus les moyens d'exercer ses missions, alors que nos concitoyens, notamment les plus démunis, sont en droit d'attendre autre chose que des services en ligne, aussi performants soient-ils.

Pendant ce temps, les carrières des agents des Finances Publiques sont de moins en moins attractives et leur rémunération n'est plus à la hauteur ni des efforts demandés, ni de la technicité requise.

Sous couvert de loi « NOTRé », la Direction Générale des Finances Publiques ne marque pas de trêve et poursuit le travail de destruction méthodique du réseau et d'abandon programmé de missions en accélérant les fusions, restructurations, fermetures et suppressions de sites et de postes.

Ces dernières se succèdent sans discussions et sans égards ni pour les usagers, ni pour les élus des collectivités locales, et encore moins pour les agents. L'administration justifie ces fermetures au motif que ces postes ne seraient plus viables alors qu'elle est, et elle seule, responsable de leur situation en leur ayant retiré les moyens de fonctionner.

Créée en 2008 au prétexte de simplifier la vie des contribuables et des usagers, la Direction Générale des Finances Publiques s'éloigne de plus en plus aujourd'hui de cette mission première.

De restructurations en suppressions de postes et services, de regroupements de missions en privatisations rampantes, la DGFIP abandonne ainsi le principe républicain d'égalité de traitement de tous les citoyens sur l'ensemble du territoire de la République.

Au 1^{er} janvier 2017, plus de 600 unités de proximité auront été supprimées en 5 ans, condamnées par le Directeur Général pour leur taille critique. La méthode employée est toujours la même : les suppressions d'emplois mettent en péril le bon exercice des missions au sein des structures, ce qui permet aux directions locales d'en proposer la fermeture.

Considérée comme une administration n'ayant pas de missions prioritaires, au 1^{er} janvier 2017 la DGFIP aura perdu plus de 35 000 emplois effectifs depuis sa création.

Les agents des Finances Publiques ne sont plus aujourd'hui jugés sur leur capacité à assurer leur mission dans l'intérêt de la collectivité, mais condamnés sans jugement pour leur coût. Sur la base d'une telle logique, rien ne garantit la pérennité de l'ensemble des missions de la DGFIP et l'avenir de ses personnels.

Dans un monde en perpétuelle mutation, le service public constitue le rempart des plus faibles et ne saurait être évalué à l'aune de son seul coût pour la collectivité.

Les organisations syndicales dénoncent cette casse des services et affirment que cette concentration excessive va créer des structures monstrueuses et ingérables trop éloignées des usagers.

La DDFIP du Var participe aujourd'hui activement à une véritable désertification territoriale des services publics de proximité !

Le Haut Var devient exsangue, les trésoreries fermant les unes après les autres (pour mémoire, La Roquebrussane, Salernes, Rians!)

Aujourd'hui, malgré l'opposition totale des élus locaux et de l'ensemble des organisations syndicales Varoises, la DDFIP du Var réitère sa volonté de fermeture de la trésorerie de Cotignac Carcès, en éclatant les diverses missions sur 5 secteurs différents ! De même pour la trésorerie de Lorgues, dont les missions sont réparties sur 3 services.

Vous nous dites aujourd'hui qu'il faut faire coïncider nos structures avec la carte de l'intercommunalité, alors que l'an dernier, vous nous aviez expliqué que cette carte étant en constante évolution, nous n'étions pas tenus de la respecter.

Comme quoi, tout peut évoluer... du moins quand vous le souhaitez !

Les distances de déplacement entre les communes concernées et les services de la DDFIP s'accroissent mais cela n'est qu'un détail, car tout est entièrement dématérialisé à ce jour ... ou le sera bientôt... dans un avenir plus ou moins proche...

Quant aux agents, ils sont peu nombreux à être impactés, et leur rajouter au grand minimum environ 1h de trajet par jour ne les affectera vraiment en rien !

Avez-vous estimé le préjudice qu'ils vont subir : charges supplémentaires en frais d'essence et d'entretien du véhicule, perte des compétences techniques et remise en

cause de la carrière professionnelle s'ils ne suivent pas la mission, stress et fatigue supplémentaires, le tout dans un climat déjà tendu voire dégradé dans ces postes mis à mal par la Direction locale.

Encore une fois, l'annonce tardive de ces fermetures et la date choisie (1^{er} janvier 2018) ne permettent pas aux agents qui l'auraient souhaité, de participer au mouvement national de mutation 2017.

On a beau le dénoncer année après année, nos instances ne sont que des chambres d'enregistrement où les demandes des représentants des personnels s'envolent, qu'elles soient verbales ou écrites !

Vos arguties, telle la taille critique atteinte par ces postes, ne trompent encore une fois ni les agents ni leurs représentants. En effet, ces trésoreries ont fonctionné pendant des dizaines d'années à effectif réduit, pour le plus grand bénéfice des collectivités et usagers locaux.

Vous ne serez donc pas surpris en apprenant que nous sommes opposés à la fermeture de ces deux trésoreries. Attachées à un service public de qualité et de proximité, les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, FO-DGFiP, CFDT-DGFiP et CFTC-DGFiP refusent de prendre part à la casse du maillage territorial, à la casse de l'emploi public.

Nous n'oublions pas, nous, qu'en marge du CTR du 16 mai, Bruno Parent a évoqué l'ASR comme étant du domaine de décision des directeurs locaux, et non comme une mission imposée.

Mais cela ne rentre pas en considération : seule la logique budgétaire prédomine !

Alors la Direction locale Varoise pourra annoncer fièrement les « ECONOMIES » budgétaires réalisées encore cette année dans le Var.

Pour autant, pour permettre aux élus d'exercer pleinement leur mandat, nous exigeons en séance de connaître le sort qui sera réservé aux deux Idiv chefs de poste.

Nous exigeons également les données chiffrées suivantes :

- SAGERFIP des deux trésoreries.
- Détail des charges de l'accueil des trésoreries.
- Nombre de régisseurs pour chacune des trésoreries
- Nombre de comptes débiteurs de chacune des communes gérées par les deux trésoreries.
- Superficie des locaux de la trésorerie du Luc, ainsi que le ratio m²/agent dans la configuration projetée.

S'agissant de la fusion des bases informatiques des deux SIP dracénois, les tableaux fournis semblent entachés d'erreur(s) de vocabulaire : vous appelez effectif réel un effectif dont on ne sait si vous en avez extrait les absences de toutes natures (temps partiel, maladie...)

Quant aux tableaux situation actuelle et projetée, ils ne sont pas comparables puisque la situation projetée ne décompte pas les charges par agent mais par emploi.

Quelle comparaison peut-on tirer de ces données, à part de grossières erreurs d'interprétation puisque vous simulez une baisse de charge individuelle de l'ordre de 33 % ?

S'agissant des SIE de Draguignan, là encore, la logique de la notion de « taille raisonnable » est mise en avant.

On ne demanderait qu'à vous croire, sauf qu'à contrario des données chiffrées, détaillées par commune, déclinées pour le SIP, vous ne faites apparaître, pour les SIE, que les totaux figurant aux 104 B, c'est-à-dire l'addition de tâches très différentes les unes des autres.

Dans ces conditions, aucune donnée charges/emploi ne peut être retravaillée, ce qui limite là encore l'intérêt des discussions dans cette instance.

Quant à l'installation des agents, elle sera faite dans les espaces libres du rez-de-chaussée.

Cette évocation lapidaire évacue ou, si la DDFiP a un projet d'aménagement, renvoie à plus tard, la question de l'adaptation des locaux aux missions.

En effet, vont devoir cohabiter des agents, organisés par cellules, qui rempliront des missions différentes avec, pour chacune d'entre elles, de nombreux appels téléphoniques, et une réception physique délicate.

De plus les agents exerçant les mêmes missions pour le SIE Nord sont déjà en place.

Quelle logique d'installation allez-vous adopter ?

Rien ne semble réfléchi à ce stade et, de fait, les agents sont déjà inquiets. Lesquels ?
Tous.

Ceux du Nord qui ne souhaitent pas être chamboulés, ceux du Sud qui ne savent pas à quelle sauce ils vont être mangés.

Une fois encore, en n'évoquant que certains aspects d'une restructuration, vous réussissez à inquiéter l'ensemble des agents impactés.

A ce stade de répétition des mêmes errements, ce n'est plus un loisir, c'est un métier !

Enfin, et pour en terminer avec cette déclaration, nous ne manquerons pas de vous faire part de nos observations quant à la nouvelle organisation de la direction au 1^{er} septembre.

En conclusion, les Organisations Syndicales Varoises Solidaires Finances Publiques, FO-DGFIP, CFDT-DGFIP et CFTC-DGFIP refusent d'associer les termes :

« MODERNISATION » et « DESHUMANISATION »